

MANUEL DE LIBERATION SOUS CONTRAINTE : UNE ENIEME POLITIQUE D'AFFICHAGE POUR COMPENSER UN CERTAIN MANQUE D'AMBITION ... SINON UN MANQUE CERTAIN D'AMBITION !

Montreuil, le 6 décembre 2016

Les organisations syndicales étaient conviées le 25 novembre 2016 pour une discussion sur le fond du projet de manuel sur la libération sous contrainte (LSC). Une deuxième réunion se tient ce jour pour l'examen d'amendements déposés par les organisations syndicales.

La CGT Insertion Probation a rappelé dès le début que ce manuel était l'expression d'un manque d'ambition de la politique pénale actuelle. **La CGT plaide pour une libération conditionnelle automatique en fin de peine qui forcerait l'anticipation des sorties pour tous.**

Cette procédure de la libération sous contrainte concerne avant tout des **courtes peines qui normalement ne devraient pas s'effectuer en prison, et c'est bien là l'aberration.**

Ce manuel est là pour remplir une coquille vide. Dans les faits, rares sont les services qui peuvent donner du contenu à cette **mesure chronophage** sur le plan administratif et sans aucun moyen supplémentaire pour les SPIP et les partenaires. La CGT a insisté sur le fait que les aménagements de peine doivent rester la règle et c'est sur ces projets que notre attention doit se porter.

Si un consensus est néanmoins apparu entre l'administration et les syndicats sur la nécessité de développer le placement extérieur, qui permet un accompagnement global et soutenu, il est très regrettable que cela ne se retrouve pas sur le budget 2017 qui fait encore une fois la part belle au placement sous surveillance électronique.

Le manuel propose une méthodologie qui serait plus appropriée pour la construction des projets d'aménagement de peine que pour les LSC à proprement parler. Pourquoi un manuel pour une mesure censée n'être basée sur aucun projet, comme le prévoit la loi ?

Nous avons rappelé que **lorsque l'administration centrale croit transmettre un guide, les directions et les magistrats y voient une injonction de faire, mettant là encore plus à mal le quotidien des personnels déjà éprouvés.** Ces derniers se verront encore une fois contraints à effectuer des tâches inutiles.

La CGT dénonce l'omniprésence des éléments de langage Risques Besoins Réceptivité (RBR) à l'exclusion de ceux de la **méthodologie de travail socio-éducatif.** Sous couvert de « professionnaliser » notre intervention, c'est encore une fois notre identité professionnelle qui est malmenée.

Une fois de plus, alors que les discussions sur le référentiel des pratiques opérationnelles des SPIP ne sont pas terminées, l'administration se précipite et ne respecte pas les instances du dialogue social.

**Il est temps de reprendre les fondamentaux :
organigrammes cohérents,
ratios de prise en charge décents,
accompagnement global des personnes prises en charge vers leur réinsertion.**

**La CGT n'aura cesse de se battre pour que nos missions de service public
et nos prises en charge retrouvent du sens !**